



N° SPÉCIAL RIC

GRAND DÉBAT:

DIE GrossArnak

10452 réunions locales, 16000 cahiers citoyens, et 10000 courriers reçus (soit au total environ 36.000 contributions "libres"). A côté, sont recensées 1.932.884 contributions sur internet, qui correspondent aux questions pré-établies, impossibles à.../[Suite pp.3]

BLAH BLAH
BLAH BLAH
BLAH BLAH BLAH
BLAH BLAH BLAH
BLAH BLAH BLAH
BLAH BLAH BLAH

JE SUIS GILET JAUNE...

- Alain, GJ
76 ans de luttes
- Thomas, GJ
Du Darfour à la permaculture

DAZIBAO...

- Désobéissance civile
- Génération Macron
- Le gardien des abeilles

ELLES TE DISENT...

- Diane Lamoureux :
Les possibles du féminisme...
- Cynthia Fleury :
Pathologies de la démocratie...

EN LUTTE

- Avec les salariés de Cogepart

DÉSOBÉISSANCE CIVILE

Mais que veulent dire ces mots ?

Comment refuser de payer l'impôt quand celui-ci est prélevé à la source ? Comment refuser d'obtempérer face à un LBD 40 ?

Un combat perdu d'avance, la désobéissance civile... Certainement pas. Car derrière ces mots s'en cache un autre, aussi nécessaire à l'humain que l'est le mot Démocratie, celui de Résistance.

Résistance à cette menace renouvelée qui conjugue pensée unique et pouvoir centralisé, c'est à dire à ce totalitarisme du 21^e siècle, qui fait qu'aujourd'hui nous sommes dans la rue.

Résistance à ce totalitarisme qui seul .../[Suite pp. 2]

CLIMAT : LE GARDIEN DES ABEILLES

Alors l'Éternel demanda à Caïn : Qu'as-tu fait de Gaïa, ta planète ? Et Caïn lui répondit : Je n'en sais rien.

Suis-je le gardien des abeilles ?

Genèse 4:9

Quand l'homme laissa son indifférence submerger l'eau des océans; je n'ai rien fait, je n'étais pas cet homme là.

Quand l'homme laissa son ignorance fracturer la terre des continents; je n'ai rien fait, je n'étais pas cet homme là.

Quand l'homme laissa son insouciance consumer l'air du ciel; je n'ai rien fait, je n'étais pas cet homme là.

Quand l'homme laissa son arrogance plomber le feu du soleil; je n'ai rien fait, je n'étais pas cet homme là.

Et quand l'homme a laissé l'homme assassiner sa planète, j'aurais bien fait quelque chose ; sauf que c'était moi, cet homme là.

Ugo P. Gj & Past Niemöller Quand ils sont venus



DÉSOBÉISSANCE CIVILE Suite de la pp. 1

... qui seul permet à une élite auto-désignée de se reproduire par cooptation via des filières réservées; pseudo-élites qui verrouillent notre société en castes et sous castes ; catégories ou se rejoignent pour la plus grande bonheur des dividendes versés, aides-soignantes sur-exploitées et migrants sous-payés

Résistance à ce totalitarisme propagé par les grands algorithmes supra-nationaux qui diluent l'individu dans la bouillie uniforme que nous servent ces GAFA dont le but avoué est de gommer nos cohésions et nos différences pour mieux nous transformer en consommateurs obéissants.

Résistance à ce totalitarisme qui nous dépossède de notre culture et de notre histoire ; de nos régions devenues Hauts-de-France ou Bas-de-Seine... on ne sait plus ; de nos écosystèmes transformés en bassins agricoles ; de nos banlieues qui s'éloignent de plus en plus des centre-ville jusqu'à se confondre avec cette « France d'en bas », c'est-à-dire nous, dans un grand réservoir de main d'œuvre, tenue et contenue par des salaires assurant tout juste de quoi survivre.

Résistance enfin, à ce totalitarisme qui nous dépouille de notre patrie ; ce pays, la France, qui pourtant est à nous ; et qui nous vole jusqu'à cette idée, si belle, d'une Europe appartenant aux peuples qu'elle unit par un passé et pour un avenir commun et non aux banques et aux technocrates de Bruxelles.

La tâche paraît immense, la cause perdue d'avance.

Que faire ? Que pouvons-nous faire ? Certainement, et pour commencer, mieux connaître notre ennemi.

Ce totalitarisme est facile à identifier car il est mondial, et c'est son premier critère ; le second étant qu'il repose sur une quadruple dictature, à la fois technique, administrative, sociétale et médiatique pour mieux nous enfermer dans sa pensée unique.

Dictature technique, parce que la multiplication des règlements et critères, sous des prétextes divers, n'a d'autre but que de faire rentrer les citoyens dans la norme tout en finançant les instruments de la puissance d'état.

Dictature administrative, parce que le service public est diminué et appauvri jusqu'au point où seules les fonctions de contrôle et de normalisation des populations sont maintenues à leur maximum d'efficacité; et seulement celles-ci.

Dictature sociétale, car il est là, ce levier qui permet de fracturer la société, de la diviser en groupes et sous-groupes aux intérêts divergents, en faisant des uns, les victimes des autres. Jusqu'aux parents que la fessée désigne comme bourreaux de leurs propres enfants; et pourquoi ne pas nous retirer nos propres enfants, puisque l'enfance elle-même est devenue une marchandise.

Dictature médiatique enfin, ce quatrième pouvoir qui alimente le conditionnement sociétal. Si vous entendez ces mots : Partage, Responsabilité, Justice, Enfance, Solidarité, Écologie... relevez la tête, regardez votre écran, c'est une pub ou un député de la majorité ; incroyable spectacle de la communion intime entre pouvoir en place et médias qui ramène le combat pour la justice sociale à une simple variable de l'audimat.

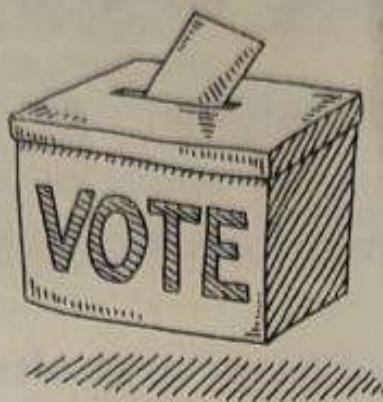
La désobéissance civile est une réponse certes désarmée et non-violente puisqu'elle se veut civile ; mais virale et irrésistible.

Face à ce totalitarisme qui s'introduit par toutes les pores de notre société, un vent nouveau s'est levé et ce vent porte une très ancienne forme de résistance qui s'appelle le refus. Le refus d'entrer dans la norme, car la norme c'est l'uniformité et refus d'obtempérer, car ce pouvoir a perdu toute légitimité; le refus de déclarer, car nos colères n'en sont plus à s'annoncer ; le refus de débattre, car l'heure des paroles est depuis longtemps .../...



GILETS JAUNES
ON EST LÀ... !

LE
26
MAI



JE
VOTE
UTILE

L'EUROPE NE PEUT ÊTRE LIVRÉE À DES INTÉRÊTS PRIVÉS
LE VOTE MACRON LEUR A LIVRÉ LA FRANCE
VOTER LaREM LEUR LIVRERA L'EUROPE

**TOUT SAUF
MACRON
L'EUROPE APPARTIENT
À L'INITIATIVE CITOYENNE
DÉFENDONS-LA !!!**

Participe à ce tract

Choisis tes propres expressions

Découpe les soigneusement en suivant les pointillés

Colle les proprement aux bons endroits

Pose le tract (face imprimée) sur une photocopieuse

Appuie autant de fois que tu veux sur le bouton vert

Mets ton Gilet Jaune

Diffuse ce tract auprès de tes collègues et ami-e-s

Ne le colle pas sur les arbres, respecte l'environnement

Si tu te fais gazer, ne t'essuie pas les yeux avec ce tract

**NE DISTRIBUE PAS CE TRACT
LE JOUR DES ÉLECTIONS
TU RISQUERAIS DE TE FAIRE
VERBALISER TRÈS FORT**

Tu peux aussi envoyer Ta participation à :

komposit@protonmail.com

GRAND DÉBAT : DIE GROSS ARNAK

Par Nicolas Antoine-Gaioni GJ.

LA GRANDE MANIPULATION DU GRAND DÉBAT EST EN ROUTE...

Et voici comment :

Bien sûr, on va dire que les doléances en réunion ou sur cahiers n'étaient pas limitées, et qu'il y avait une petite question "Y a-t-il autre chose que vous voulez ajouter?..."

Mais malheureusement, il va s'agir de statistiques...

D'après le site du Grand débat, sont recensées 10452 réunions locales, 16000 cahiers citoyens, et 10000 courriers reçus (soit au total environ 36.000 contributions "libres"). A côté, sont recensées 1.932.884 contributions sur internet, qui correspondent aux questions pré-établies, impossibles à modifier, et limitées au cadre conceptuel de la pensée économique et sociale du gouvernement...

Que va-t-il se passer ?

Les contributions libres seront par nature très différentes les unes des autres, donc éparpillées, difficiles à regrouper, et on aura des petits pourcentages pour chaque propositions; alors que les réponses "guidées" par les questions sur internet, facilement compilables, auront des scores bien supérieurs.

Et le tour sera joué! M. Macron pourra mettre en avant des résultats du grand débat auxquels il pourra répondre sans remettre en cause ses politiques... et sans s'être mis en position de vraiment écouter. C'est la manipulation qu'il aurait fallu absolument éviter pour être au rendez-vous de ce moment qui aurait pu être historique !

POUR CONTRER CETTE DÉRIVE, IL FAUT ÊTRE NOMBREUX

- À la dénoncer,
- À mettre en cause la représentativité du grand débat,
- À exiger la prise en compte de ce biais dans l'exploitation des réponses,
Signez et faites circuler massivement la pétition qui commence à tourner sur

WWW.CHANGE.ORG

Mots clés : Nicolas ANTOINE-GAIONI / grand débat / MACRON

DÉSOBEISSANCE CIVILE Suite et fin.

.../... le refus de débattre, car l'heure des paroles est depuis longtemps passée ; le refus de consommer sans conscience, car il nous reste une planète à sauver; le refus de payer, car ce serait financer nos propres chaînes ; le refus de prendre son poste de travail, car le travail de l'homme doit être le symbole de sa dignité et non de son abrutissement; le refus de l'injustice sociale, car sans cette justice, nul espoir n'est permis.

Tous ces refus qui se résument en un seul, celui de se soumettre, que ce soit individuellement dans nos décisions quotidiennes ou collectivement dans l'expression de nos volontés communes.

Aujourd'hui le vent de la résistance continue à souffler ; il souffle même de plus en plus fort. Aujourd'hui nous sommes ici, devant ce palais de justice qui appartient au peuple, c'est à dire nous.

Demain, après-demain, nous serons là où il s'agit de lutter...

Il est puissant ce vent qui nous mène et c'est grâce à lui que nous allons gagner.

COMMISSION RIC...

*Issu de l'AG des Gilets Jaunes de Lyon, l'atelier RIC apporte sa contribution à la réflexion générale sur les voies d'exercice directe de démocratie.
commission-ric-lyon@framalistes.org*

POURQUOI LE RIC ?

Parce que personne n'est légitime à borner la volonté du peuple, la Commission RIC de Lyon centre milite pour le Référendum d'Initiative Citoyenne en toutes matières..

Nous voulons, grâce au RIC, pouvoir abroger des lois inappropriées ou injustes, pouvoir proposer des lois, pouvoir décider de la fiscalité, pouvoir modifier la constitution, pouvoir valider ou dénoncer nos traités, pactes et accords internationaux, pouvoir révoquer un élu...

Parce que nous ne supportons plus notre impuissance politique, rendue criante lors du référendum bafoué de 2005, et face à la destruction de la Sécurité sociale et des services publics, aux attaques répétées contre le niveau de vie et les conditions de travail, à la gestion des ressources et revenus de l'Etat au profit d'une petite minorité.

Ces injustices sociales et fiscales ont poussé des milliers de citoyens à occuper des ronds-points et à descendre dans la rue tous les samedis depuis plusieurs mois. Le peuple français, à travers les gilets jaunes, entend établir la souveraineté populaire par le RIC, c'est à dire approfondir la démocratie. Avec le RIC, les citoyens ordinaires peuvent se saisir de n'importe quel sujet, soumettre un choix politique au suffrage des français par référendum, et l'imposer aux représentants.

Quant aux détails de l'application du RIC, c'est-à-dire la manière de le déclencher par pétition (quel seuil ?) ou par une plate-forme (quel fonctionnement pour que cela inclue vraiment tous les citoyens et pas seulement les classes supérieures ?), la manière de mener la délibération, de produire des propositions de lois, la manière de le mettre au vote et d'en assurer l'application, tout ceci ne peut être que le fruit d'une réflexion commune à laquelle nous vous invitons.

Cependant, un certain nombre d'objectifs clés sont facilement identifiables afin d'éviter le piège du RIC rendus impraticables ou inoffensifs : L'initiative doit rester dans la main des citoyens, sans nécessiter d'être soutenue par de grosse organisations (partis, associations ou lobbys en tout genre), ni pour autant conduire à une avalanche de scrutins qui la rendrait impraticable. Les propositions doivent être issues d'une vraie délibération collective, non confisquées par les mêmes lobbys en tout genre, et déboucher sur des propositions applicables (financées, cohérentes juridiquement et constitutionnellement). Aucun autre contrôle que le contrôle citoyen n'est admissible.

A suivre dans le prochain numéro....

REJOIGNEZ-NOUS !!!

La commission RIC se réunit tous les mercredis à la Bourse du Travail à 19h.
Événements et débats autour du RIC, inscrivez-vous à notre liste de diffusion :
commission-ric-lyon@framalistes.org

QUESTIONS DE RIC...

BAVIERE / RÉFÉRENDUM / LANDER / ÉCOLOGIE.


Quelques 1,75 million d'électeurs du Land allemand, soit 18,4 % des inscrits, , un record historique, ont signé jeudi une pétition pour "Sauver les abeilles" qui pourrait déboucher sur un référendum et avoir d'importantes conséquences sur l'agriculture et l'industrie.

Le texte de la pétition, lancée par le petit parti écologiste et conservateur ÖDP, demande que 20% des terres arables respectent les normes biologiques en 2025, avant d'atteindre 30% en 2030. 10% des espaces verts en Bavière devraient également être transformés, réclame le texte, en prairies fleuries, et rivières et ruisseaux devraient être mieux protégés des pesticides et engrais.

Le nombre de personnes qui ont décidé de signer la pétition dans les mairies du Land a largement dépassé le million requis pour obtenir un référendum dans les six mois, selon le système de démocratie directe en vigueur en Bavière. Les organisations d'agriculteurs ont pourtant fait campagne contre cette pétition et mis en garde contre les coûts financiers potentiels pour l'agriculture.

Avec ce futur référendum, la Bavière pourrait devenir pionnière en Europe en matière de protection de l'environnement.

Près de la moitié des espèces d'insectes, essentiels aux écosystèmes comme aux économies, sont en déclin rapide dans le monde entier, a alerté lundi une étude qui met en garde contre un «effondrement catastrophique» des milieux naturels. A l'origine de la perte des insectes, les chercheurs désignent le bouleversement de leur habitat et le recours aux pesticides de synthèse, au cœur de l'intensification de l'agriculture dans le monde ces soixante dernières années.

Les organisations d'agriculteurs ont pourtant fait campagne contre cette pétition et mis en garde contre les coûts financiers potentiels pour l'agriculture.

La pétition met également en porte-à-faux le gouvernement bavarois dirigé par le parti de droite conservatrice CSU, parti frère de la CDU de la chancelière Angela Merkel, qui compte les exploitants agricoles parmi son électorat traditionnel.

© Süddeutsche Zeitung. - 11/02/2019

QUIMPER / RÉFÉRENDUM / MUNICIPAL / PATRIMOINE.


Enjeu: l'avenir des halles Saint-François, du centre-ville de Quimper, qui ont besoin de faire peau neuve. Deux options sont soumises aux Quimpérois : la rénovation, ou la déconstruction-reconstruction. La question posée étant:

"Approuvez-vous le lancement d'une opération de construction de nouvelles halles sur la place Saint-François ?"

Quel que soit le choix de la majorité des votants, il faudra qu'il y ait une participation d'au moins 50% des habitants inscrits sur les listes électorales, pour que le conseil municipal soit tenu de suivre. 22,33% de votants se sont prononcés pour le "non" à 62,97% des voix, contre 37,03% pour le oui.

Le taux de participation n'a pas atteint 50%, donc le conseil municipal n'est pas tenu de suivre le résultat.

Le maire Ludovic Jolivet a toutefois toutefois annoncé qu'il suivrait l'avis des électeurs. Il y aura donc une rénovation des halles Saint François.

© Ouest-France - 03/03/2019

QUESTIONS DE RIC...

LE RIC À L'ÉTRANGER

Bien que le RIC ait été imaginé en premier par Condorcet en 1793, il n'a jamais existé en France. Il a mis un siècle pour être mis en application en traversant la frontière suisse : l'initiative populaire, instituée en 1891, donne le droit à tout électeur de proposer une modification de la constitution helvétique. Puis le Dakota du Sud adopta le droit d'initiative en 1898. Le RIC est pratiqué en Allemagne, Autriche, Italie, Espagne, Canada, Nouvelle-Zélande, Albanie, Biélorussie, Bolivie, Bulgarie, Cap-Vert, Colombie, Costa Rica, Croatie, Équateur, Géorgie, Hongrie, Kenya, Lettonie, Libéria, Liechtenstein, Lituanie, macédoine, Malte, les îles Marshall, Mexique, Micronésie, Moldavie, Nicaragua, Ouganda, Palau, Pérou, les Philippines, Russie, Saint-Marin, Serbie, Slovaquie, Slovénie, Taïwan, Togo, Ukraine, Uruguay, Vénézuela. Mais pas en France, pays des Lumières, dit-on ?

PAS DE RIC SANS DÉBAT ENTRE CITOYENS.

Par Robert J. GJ.

Pour que le peuple souverain se prononce non pas sur une proposition brute et nue, mais sur une proposition débattue et raisonnée collectivement, il faut un long temps de réflexion collective. C'est le rôle du débat public, c'est-à-dire des informations qui circulent et atteignent les électeurs.

Les expériences étrangères montrent que le premier facteur de succès ou d'échec d'un RIC, ce sont les informations auxquelles les citoyens ont accès ou non, à partir desquelles se forme en grande partie leur opinion.

La presse oriente les opinions en mettant en avant certains faits et en oubliant d'autres pourtant bien plus significatifs, en présentant des analyses systématiquement orientées dans un certain sens, jugé « souhaitable ».

Aujourd'hui, les médias appartenant pour une petite part à l'État et pour l'essentiel à neuf milliardaires et à deux ou trois autres pour les réseaux sociaux, le RIC pourrait être dangereux, car les riches qui les possèdent peuvent nous mettre n'importe quoi dans la tête, nous mettre la tête à l'envers et nous faire voter contre nos intérêts.

À terme, il faudra organiser le système médiatique afin qu'il soit indépendant des plus riches et de l'exécutif. Aucune personne physique ou morale ne doit posséder un média de quelque importance : ils appartiendront soit à leurs employés (journalistes et autres), soit au peuple par le biais par exemple d'une Chambre des médias tirée au sort (voire comprenant des élus des journalistes) et financée par l'impôt mais indépendante de l'exécutif et du Parlement.

A plus court terme et spécifiquement pour les RIC, on peut penser à un système de ce type mais uniquement orienté vers le débat autour des RIC, avec par exemple une chaîne de télévision et des sites internet dédiés.

À plus court terme et comme pis aller, on peut penser à organiser une convention de citoyens chargée de présenter les conséquences du RIC et de ses alternatives (y compris son rejet), avis largement diffusé dans la presse, sur le web et auprès des électeurs.

Cette convention rassemble de 15 à 20 citoyens tirés au sort et représentatifs en excluant tout spécialiste de la question, indemnisés mais non rémunérés. Ils sont formés pendant deux week-ends par des experts choisis par un comité de pilotage pluriel, puis par des experts choisis par eux-mêmes pendant un week-end, puis donnent leur avis.

Dans tous les cas, le débat public demande du temps, et d'autant plus que la question est complexe. Six mois est un minimum vraiment très court, et il faut sans doute plutôt viser 12 ou 15 mois. Cela permet en outre d'éviter le vote sous l'effet d'émotions et limite l'impact des médias en laissant le temps aux citoyens de réfléchir eux-mêmes et de se faire leur propre opinion.

QUESTIONS DE RIC...

PROPOSITION GAGNANT : Le RIC 2.0

Depuis les débats de 2005 autour de la Constitution européenne, Fabrice Gagnant explore les instruments possibles d'une démocratie plus directe.

ET SI ON OPTIMISAIT LE RIC POUR FACILITER LES INITIATIVES CITOYENNES ?

Le référendum d'initiative citoyenne (RIC) à visée législative permet de proposer une mesure, soutenue par un nombre significatif de pétitionnaires, au jugement du corps électoral dans son ensemble. Une proposition recueillant une majorité absolue de POUR est adoptée.

Oui, mais déplacer des dizaines de millions de votants aux urnes est un processus extrêmement lourd, complexe, coûteux, polluant et, dans de nombreux cas, pas franchement nécessaire. Quant au vote électronique, les scandales qui l'entachent et la techno-dépendance qu'il implique en font une solution peu désirable.

Pour réduire ces contraintes propres au suffrage universel, je propose que certaines mesures d'initiative citoyenne soient votées par seulement quelques centaines de citoyens tirés au sort parmi l'ensemble du corps électoral.

Je nomme cet échantillon "Filtre Citoyen" (FC).

Les membres du FC exerceraient en assemblée dans des conditions propices à l'étude approfondie de chaque mesure proposée (s'inspirant des conventions de citoyens promues par l'association Sciences citoyennes), voterait à bulletin secret (POUR, CONTRE ou BLANC), seraient indemnisés et renouvelés toutes les cinq semaines

Par ailleurs les modalités budgétaires et d'application devraient être définies en amont du vote afin que les membres du FC sachent précisément sur quoi ils ont à se prononcer et aient le dernier mot.

Le tirage au sort est un procédé fiable et bien démontré sur le plan statistique pour obtenir des échantillons représentatifs. Employé pour constituer des panels de votants, il permettrait d'organiser de nombreux RIC, sans logistiques organisationnelles ni externalités exorbitantes, le tout pour des résultats proches de ceux que l'on aurait obtenus en demandant à l'ensemble du corps électoral de se prononcer.

Quant au suffrage universel, il serait réservé, et même étendu, aux événements politiques de première importance : élections, modifications partielles ou totales de la Constitution, ratifications des Traités, révocations du président de la République ou d'un membre du gouvernement.

Enfin, le rôle du FC peut être étendu au-delà des seules mesures initiées par les citoyens, et son principe décliné à des échelons plus locaux.

En bref, RIC + FC = RIC 2.0.

Fabrice Gagnant : www.fabricegagnant.com/ric

KOMPOSIT

Prochain
Numéro :

L'ART DE
LA GUERRE

QUESTIONS À F. GAGNANT...

Salve Fabrice. Tu as déjà eu plusieurs échanges avec des YouTubeurs - Sanglier Jaurie, Demos Kratos, Cemil Choses À Te Dire - à propos du RIC 2.0 (voir pp. précédente). Nous aimerais t'interroger sur l'originalité de ta proposition. Penses-tu que le RIC soit un outil miracle ? Non. Le RIC apporte simplement un surcroît de démocratie. Son instauration, permettrait aux citoyens de proposer des mesures au même titre que le gouvernement et le parlement. Dès lors, ils ne seraient plus obligés d'attendre la prochaine échéance électorale pour espérer orienter la politique de leur pays. Si je trouve de la pertinence dans le RIC, c'est avant tout dans la mesure où il permet d'expérimenter « l'intelligence collective ».

Mais comment empêcher le RIC de sombrer dans la pensée unique ?

Lorsqu'il s'agit de remporter la majorité, la tentation est grande de simplifier son discours et d'écartier les points clivants pour faire masse. Pire, certains politiciens, emploient une rhétorique déconnectée du produit qu'ils essaient de vendre. Malgré son joli packaging, on s'aperçoit alors que le paquet de céréales contient des clous ! Ces travers perdureront probablement avec le RIC. Cependant, en invitant les citoyens à se pencher sur une mesure précise à la fois, il sera plus difficile de noyer le poisson dans un panier de mesures. On peut aussi espérer que la pratique du RIC affinera l'acuité politique des individus.

Le consommateur tant d'espace politique que de biens de consommation est un individu abusé ?

En effet, pour nombre de politiques et d'industriels, les individus se résument à des cibles, des segments de marché. N'oublions pas que nous vivons dans une société constituée de millions d'anonymes. Pour les fédérer et les canaliser, le pouvoir emploie des processus coercitifs, froids et quantitatifs. À nous d'en prendre conscience et de refuser cette tyrannie. Cependant, ce réveil arrive rarement avant que notre existence nous apparaisse menacée.

Notre démocratie délégative vise à déposséder, par le jeu électoral, les citoyens de leur pouvoir politique au profit du candidat le plus séduisant. À nous d'inventer quelque chose de plus intéressant.

Menacée... C'est-à-dire ?

Prenons l'exemple actuel : les classes les plus fragiles économiquement ont été pris de cours par la mondialisation de la concurrence, la digitalisation des activités et la complexification des normes légales. Être évincé et se percevoir inutile : voilà la menace vitale pour l'individu ! Cette menace est doublée d'une autre, collective cette fois-ci : les politiciens au volant, claquemurés dans leur cupidité, orgueil et idéologie, nous conduisent vers la catastrophe systémique.

D'où le mouvement des Gilets Jaunes ?

Oui, les Gilets Jaunes représentent un sursaut spontané face à cette double menace. Et, pour une fois, les protestataires dépassent les revendications purement pécuniaire (demande de revalorisation des salaires) et abrogative demande d'annulation d'une mesure).

Ici, ils tissent des liens de convivialité, s'interrogent sur le fonctionnement de leur pays et exigent de la démocratie. Cette exigence démocratique semble pour beaucoup une manière pertinente d'assurer leur survie individuelle et collective.

Fabrice, venons-en au filtre citoyen (à suivre dans le numéro suivant)...

FOCUS : LES REFERENDUMS SOUS LA V^e RÉPUBLIQUE

1958	Constitution de la Ve République / Oui / 82,6 %
1961	Autodétermination en Algérie / Oui / 74,99 %
1962	Accords d'Évian / Oui / 90,81 %
1962	Élection au suffrage universel du président de la République / Oui / 62,25 %
1969	Réforme du Sénat et régionalisation / Non / 52,41 %
1972	Élargissement de la CEE / Oui / 68,32 %
1988	Autodétermination en Nouvelle-Calédonie / Oui / 79,99 %
1992	Traité de Maastricht / Oui / 51,04 %
2000	Réduction à cinq ans de la durée du mandat du présidentiel / Oui / 73,21 %
2005	Traité établissant une constitution pour l'Europe / Non / 54,67 %

De 1959 à 2010, plusieurs référendums locaux sont organisés dans les DOM-TOM ; les plus marquants étant peut-être ceux concernant la Nouvelle-Calédonie dont le dernier (4 novembre 2018) portant sur l'accession à la pleine souveraineté / Non / 56,67%

En métropole, on compte 3 consultations d'intérêt local :

2003	Création de la collectivité unique de Corse / Non / 51,0 %
2013	Création de la collectivité unique d'Alsace / Quorum de participants non atteint
2016	Projet d'aéroport du Grand Ouest / Oui / 55,17 %

LE RÉFÉRENDUM DU 29 MAI 2005

Le président de la République Jacques Chirac, décide de consulter les Français sur le projet de traité établissant une Constitution pour l'Europe.

Le « non » l'emporte à un référendum avec 54,67% des suffrages exprimés. Le taux de participation au référendum s'élève à 69,37%.

En 2008, Nicolas Sarkozy passe outre la volonté du peuple exprimée dans ce référendum et fait ratifier cette même Constitution européenne, sous l'appellation Traité de Lisbonne, par voie parlementaire.



Pétition en faveur du RIC (Référendum d'Initiative Citoyenne)

Je soutiens la demande de l'association « Article 3 » d'inscrire le référendum d'initiative citoyenne dans l'article 3 de la Constitution, en ces termes (modifications en gras) :
« La souveraineté nationale appartient au peuple qui l'exerce par ses représentants et par la voie du référendum d'initiative citoyenne, en toutes matières y compris constitutionnelle et de ratification des traités ; cet article ne peut être modifié que par voie référendaire. »

Nom – Prénom	Code postal	Courriel (très lisible SVP)	Signature

JE SUIS GILET JAUNE



ALAIN GJ, 76 ANS DE LUTTES.

Salve Alain ! Tu es notre doyen. On te voit toujours en tête des manifs ; avec ton drapeau ou cette banderole que tu renouvelles chaque semaine. Quelles sont tes orientations politiques ?

J'estime que je suis neutre en ce sens que je peux manifester pour la bonne cause en choisissant avec qui je manifeste. Aujourd'hui c'est avec les Gilets Jaunes et contre ce gouvernement. Mais que ce soit les gouvernements de gauche ou de droite, j'ai toujours manifesté, car je ne voyais rien changer. Par exemple contre l'Europe de Bruxelles. J'ai toujours été contre cette Europe dirigée par 150 technocrates.

Tu es toujours au plus près des forces de l'ordre. Tu n'as pas peur ? Je pourrais le dire devant les CRS, comme j'ai pu le dire devant la justice quand je défendais des SDF pour des histoires de billet de transport : Il y a une justice supérieure au système judiciaire quand on doit faire face aux premières nécessités des faibles. On a commencé ce mouvement et il ne doit pas s'arrêter. Bien sûr il y aura un prix à payer mais il faut changer la société ; tout changer, tout remettre à plat.

Quelle est la première manif à laquelle tu as participé avec nous ?

La toute première, celle du 17 novembre. J'ai d'ailleurs eu le pouce fracturé par une matraque de CRS. Mais j'ai dit que je continuerai. Et je le fais. Ma place est dans les manifs. Quant on aime son pays, on doit aller jusqu'au bout. Je ne vote jamais mais je suis citoyen de mon pays.

Comment te définis-tu ? Anarchiste ?

Révolutionnaire, avec Louise Michel pour modèle. L'Abbé Pierre me disait « Alain, il faut être révolutionnaire car aucun gouvernement ne comprend le malheur des hommes... »

Quelles sont les revendications qui te paraissent les plus urgentes ?

La lutte contre l'injustice sociale avant tout et le climat. Inondations, déforestations, incendies. Nous sommes face à l'urgence climatique, en plein dedans plutôt.

Et pour l'urgence sociale ?

C'est l'engagement de toute ma vie. Entre autres plus de 25 ans avec l'association Saint-Vincent de Paul, une association catholique de laïcs avec 17000 bénévoles en France. Pour lutter contre la misère J'étais l'un des administrateurs responsable de l'alimentation. Je récupérais une tonne et demie de nourriture toutes les semaines, qu'on redistribuait à 600 bénéficiaires. Parfois cela se passait bien, parfois très mal ; souvent des menaces et parfois des actes. La vie a été très dure pour ces gens ; alors qui peut les juger ? C'est la rue. J'ai rencontré tous les maires, Barre, Noir, Collomb. Il n'a jamais été possible de traiter le problème sur le fond. Nous nous sommes toujours contenté d'un provisoire.... qui dure. Un hiver nous avons rouvert le grand séminaire de Saint-Foy pour accueillir les SDF. L'hiver n'était pas fini que nous devions chercher une nouvelle solution. Il y a plus de 2000 SDF à Lyon ; les structures sont pleines de partout et au bord de l'explosion. Et encore c'est le chiffre officiel. Les associations sont dans un état épouvantable. Ce n'est pas une journée des Enfoirés qui change quoi que ce soit. Il faut fournir plus de documents administratifs pour en être bénéficiaire. Pour ceux qui n'ont rien comme ceux qui attendent après des versements CAF en retard, l'inter-campagne est une catastrophe. ce problème est aussi en suspens.

Quel message voudrais tu faire passer aux GJ ?

Rien de plus que nos slogans « On ne lâche rien » et « Macron dégage ! »

Salve Alain et merci pour ce partage.

JE SUIS GILET JAUNE

THOMAS GJ, DU DARFOUR À LA PERMACULTURE

 Salve Thomas ! Après la Sierra Leone, le Soudan, le Darfour, la Somalie et autres, nous y reviendrons dans notre prochain numéro, tu romps avec sept années de salariat dans les ONG internationales pour réécrire Robinson Crusoé en style agriculteur... Une étable à 1000 m d'altitude dans les Bauges que tu achètes, que tu retapes et plus un rond.

Risqué non ?

Je conservais un pécule de mes missions. Pour le reste, j'étais vide et dégoutté ; effrayé peut-être. J'avais besoin de moi et il me fallait cela pour me retrouver.

Mais je ne débarquais pas de la lune. J'ai commencé au Tibet, attiré par les cultures traditionnelles. En Australie, j'ai fait des stages avec Bill Mollison l'un des fondateurs de la permaculture ; par ailleur prix Nobel alternatif.

En Haute-Savoie j'ai cherché comment vivre par moi-même tout en réduisant mes besoins à trois fondamentaux, manger, pouvoir dormir à l'abri et avoir du lien social. Ma propre pyramide de Maslow en version simplifiée, mais bien réelle puisque j'étais en situation, voulue et provoquée, de résilience alimentaire. C'est-à-dire capable de m'adapter aux risques d'insuffisance et de les gérer ; ce qui exclut toute surconsommation. Et aussi en situation de solidarité collective car mon quotidien dépendait de l'échange de services entre habitants d'une même vallée. J'ai fait l'apprentissage d'une agriculture pérenne. Au bout de trois ans je commençais à maîtriser mon sujet. Mais pour un projet expérimental l'agriculture de moyenne montagne est trop contraignante. Des tomates à 1000 m d'altitude... j'ai abandonné l'idée de manger des tomates.

Donc il y a deux ans, tu t'installas en Isère. Tu lances une « ferme expérimentale de permaculture ». 10 000 m² de terrain à 500 m d'altitude. Je vois des arbres avec des fruits et des légumes qui poussent en-dessous. Plus bas, il y a des machins blancs qui sont plantés en alternance avec des trucs verts. C'est quoi la permaculture ?

Je ne suis pas d'accord avec toutes les implications de la permaculture. Dans mon cas, je parlerais plutôt d'agriculture alternative intégrant une bonne dose de permaculture. Mais je ne prépare pas la vie sur Mars. Le principe est de travailler sur un sol vivant et dans le sens d'une complémentarité entre les besoins de l'homme et ceux du système naturel. C'est un modèle différent qui implique de considérer que la nature sait mieux faire le boulot que nous et donc de recréer un système nourricier qui la servira. Sur 25/30 cm entre la surface du sol et la partie minérale, la terre est naturellement construite avec des couches qui interagissent entre elles. Certaines couches ont besoin d'oxygène, d'autres sont anaérobiques. La partie brune, la terre végétale c'est ce qui se décompose et qui nourrit. Si tu provoque un mélange des couches, ce qui est le principe du labour. Tu détruis ce système.

Mais c'est ça qui fait vivre le sol, de le retourner, de le mélanger, de l'aérer ???

Justement, pas de cette façon. Le mélange et l'aération sont faits par la nature. Par les vers de terre, par une myriade de petits insectes auxiliaires, par les échanges gazeux... par les taupes aussi, s'il y en a. Le labour viole le sol en inversant le haut et le bas. Il épouse la terre en la forçant, après chaque cycle, à se réparer. C'est pour cela qu'il faut de plus en plus d'engrais pour maintenir les rendements. Le bio est une piste. Mais remplacer l'apport chimique par l'apport organique ne suffit pas. De plus, le Bio est aujourd'hui noyé dans le merchandising et devient un outil publicitaire permettant de justifier et de reconduire nos habitudes de surconsommation. L'agriculture alternative est une solution globale avec pour condition élémentaire de ne pas forcer la terre, ni aucun processus naturel. Un camembert pasteurisé c'est une hérésie. Si en plus il est Bio, c'est une apostasie.

Le but est de chambouler le système le moins possible. Et d'associer les différentes cultures. Quand tu mets des plantes en accord avec les unes avec les autres, elles s'aident et collaborent. La fraise chasse les parasites du poireau qui en écarte les doryphores et repousse les herbes invasives. Et l'association se poursuit avec les arbres... .

JE SUIS GILET JAUNE

...L'homme limite son action à maintenir une couverture végétale intelligente en touchant le moins possible au sol. Les machines ne passent plus, après un ou deux cycles, la nature fait son boulot et le sol gonfle ; il s'aère automatiquement.

Mais de quoi parle-t-on ? D'autosubsistance ? Il y a 400 000 exploitations agricoles en France métropolitaine pour 750 000 exploitants. Taille moyenne pour le maraîchage : 10 hectares. Tu nourris qui avec ton seul hectare ? Toi et ta famille ?

Déjà, tu oublies un chiffre : tous les jours, un agriculteur se suicide ; à raison de 365 jours par an. La situation des exploitants est intolérable et à la même échelle que moi, elle est devenue carrément mortifère.

Non, avec 1 hectare, je réponds aux besoins de 17 familles, 70 personnes. Dans l'absolu, il faudrait 9 MM d'agriculteurs dans mon genre pour répondre aux besoins de 64 MM de français. Tu peux rapprocher ce chiffre de celui des 9 MM de citoyens vivant dans la pauvreté. Ce qui n'est pas mon cas. Ce n'est plus la même économie, mais il y a forcément des ajustements à imaginer. D'autant que l'agriculture alternative n'est viable que dans un système d'entraide mutuelle. Tu as besoin des autres. Si tu coordonnes plusieurs microsystèmes comme le mien, ta production devient exponentielle avec pour limite la régénération naturelle. Tu peux imaginer un maillage intelligent du terrain qui créerait de l'emploi dans le secteur primaire et non pas du numéraire dans le tertiaire. Tu peux imaginer autant de travailleurs pauvres que tu veux, revenir à l'aisance via l'agriculture alternative. C'est aussi une question de critères.

Mais tu expérimentes quoi dans ta ferme, des semences ou le jour d'après ?

J'explore des solutions ; je ne dis pas que je la détiens. Je sais, depuis mes missions humanitaires, ce que sont des émeutes de la faim. Je sais que nous sommes extrêmement fragiles. Je sais aussi que ces formes de cultures sont pratiquées de manière traditionnelle dans ces mêmes régions, qu'elles peuvent nourrir les populations. Mais que ces populations ont besoin de stabilité ; pas de guerre et encore moins de dérèglement climatique.

La collapsologie donne des outils d'analyse. Mais je pencherai pour un collapsus provoqué et maîtrisé. Il faudrait penser une agriculture – politique - globale qui exclut d'office des pans entiers du système actuel au profit de la proximité et de la pérennité. A l'opposé des routes de la Soie à venir et au profit de notre durabilité. Rétablir la proximité. Parer à une situation qui conduirait des populations de plus en plus malnutries à s'agglomérer dans des espaces urbains dénaturés. Au risque de voir une part grandissante de leur alimentation organisée par le système, que ce soit à base de tickets de rationnement ou de bons d'achat. Parce qu'il n'y aura pas d'autre moyen de gérer la ration alimentaire des individus. Et ce ne sera que le premier stade de l'effondrement. Je ne lutte pas pour aider le modèle actuel à survivre. J'ai besoin qu'il se refonde ou qu'il disparaisse.

Quelles sont nos revendications qui te paraissent les plus nécessaires ?

« Macron dégage ». Pas Macron démission, mais dégage ! Et aussi contrôle drastique des institutions ; je trouve que le RIC c'est une belle idée pour arriver à cela.

Et pour l'urgence climatique ?

J'ai été confronté réellement à ce qu'on appelle la convergence des fragilités. Ce qui fait un accident, c'est la somme de tout un tas de risques. Et là, on les a tous en même temps. Moi je n'en suis plus à alerter. Dans l'immédiat il faut du concret. Retirer au maximum le pétrole de nos économies, ce qui suppose changer radicalement nos habitudes de consommation.

Principalement celle du kilomètre parcouru tant pour le transport des personnes que pour celui des denrées alimentaires.

Salve, Thomas et merci pour ce partage. Je te donne RDV dans notre numéro suivant « l'Art de la Guerre » où tu nous parleras de zones de conflit, de communication et d'actions humanitaires...

EN LUTTE !**GRÈVE À COGEPART
SOUS-TRAITANT DE CARREFOUR**

Les salariés de COGEPART faisant les livraisons en sous-traitance pour Carrefour, sont en grève depuis le 12 mars 2019.

Bien que leur employeur soit régulièrement condamné en justice, ils sont obligés de faire grève pour faire respecter leurs droits !

Malgré cela, CARREFOUR, le donneur d'ordre, remplace les grévistes dans l'ilégalité.

L'enseigne fait appel à d'autres sociétés (WARNING, CHRONOPOST) pour assurer les livraisons et casser le mouvement.

Soutenez leur lutte contre des entreprises qui font des millions de bénéfices. En effet, Carrefour touche plus de 130 millions d'aides de l'Etat par an sans aucune contrepartie dans le cadre du CICE

Ils demandent à leur employeur de respecter le code du travail ainsi que la convention collective :

- Paiement heures supplémentaires à 125%.
- Prime panier 13,54 €.
- Respect des repos.
- 13ème mois.
- Augmentation de 100 € mensuel
- La prise en compte de la santé et de la sécurité des salariés.
- Paiement des jours de grève.
- Paiement de la prime destinée à "soutenir le pouvoir d'achat des travailleurs".
- La mise en place de plannings.
- La prise en compte de la vie personnelle des salariés dans l'organisation du travail.
- L'arrêt des licenciements et la réintroduction d'un collègue.

JE SOUTIENS LES SALARIÉS GRÉVISTES**ACTIONS**

La première le 29/03 à 16H, Centre Commercial de la Part-Dieu

MAILS DE PROTESTATION

serviceclients@carrefour.com

APPELS DE PROTESTATION

04 72 44 65 79 (Carrefour Part-Dieu) & 04 78 24 00 12 (Cogepart Lyon)

CAGNOTTE & PÉTITION EN LIGNE

<https://www.leetchi.com/fr/c/ldE3G3Nw>
<http://chng.it/DF29WkydZc>

S'INFORMER, PARTICIPER, AGIR

Monteleson@protonmail.com



ELLES TE DISENT... Pistes de lecture par Aline R. GJ

DIANE LAMOUREUX. LES POSSIBLES DU FÉMINISME.

Montréal, éd. du Remue-ménage, 2016.

L'ouvrage de la politologue québécoise Diane Lamoureux intitulé *Les possibles du féminisme. Agir sans « nous »* est une anthologie de textes parus de 1991 à 2014, dont certains sont devenus des incontournables de la pensée politique féministe du Québec. L'intention de l'auteure est de reprendre les analyses élaborées durant cette période pour réfléchir aux enjeux auxquels les jeunes féministes doivent aujourd'hui faire face et montrer en quoi les luttes passées constituent une forme de matrimoine utile pour comprendre les défis présents.

Les textes de Lamoureux empruntent généralement la même démarche dans laquelle une présentation synthétique des gains historiques réalisés par les femmes depuis les années 70 appuie les analyses politiques subséquentes. Beaucoup plus qu'historienne, la contribution de Lamoureux est analytique et théorique, au sens plus philosophique que scientifique.

En premier lieu, un des effets de la mobilisation historique féministe sur lequel Lamoureux insiste le plus est le processus de subjectivation des femmes, l'émergence d'individus-femmes qui ne sont pas uniquement définis par leur statut de subalternes par rapport aux hommes. Elle voit une forme de paradoxe dans l'émergence simultanée d'un mouvement collectif, d'un côté, et de l'individuation des femmes se libérant de certaines déterminations collectives imposées jusque-là par le système patriarcal, de l'autre....

© Marc-Kevin Daoust - www.erudit.org

CYNTHIA FLEURY. LES PATHOLOGIES DE LA DÉMOCRATIE.

Paris, éd. Fayard, 2005.

Les démocraties modernes doivent "grandir" et ne plus être un environnement de frustration et de castration, elles doivent permettre l'épanouissement des individus. Aussi, elles doivent se méfier des leçons de l'histoire, être critiques en évitant le dénigrement systématique. Enfin, elles doivent avoir pour objectif principal l'éducation et la protection des enfants, plutôt que leur fournir le spectacle des actes criminels et pervers qui a terme leur servira d'exemple. Les sociétés modernes remplacent l'expérience par la consommation : tout est transformé en objet de consommation qui par définition est vidé de tout contenu d'expérience humaine. En l'absence d'expériences, les démocraties modernes peuvent voir leurs capacités à se transformer être amoindries.

L'état de démocratie n'est pas un état naturel. En l'absence, d'actions positives visant à le faire évoluer, à le faire grandir, il se dégrade. Pour grandir les démocraties, doivent préserver leur sources énergétiques qui résident dans la confrontation des contraires, comme le Bien et le Mal. Les démocraties modernes ne doivent pas considérer que le mal leur est extérieur, mais qu'il fait également partie d'eux-mêmes. Il faut remettre la question de la transcendance et donc de la religion dans le champ du débat démocratique, par exemple s'inspirer de la relation entre la Réforme et la Révolution qui aboutit à la sécularisation de la croyance, la foi sans la religion. Enfin, Cinthia Fleury recommande que dans le débat sur la démocratie, l'on sorte de la pensée unique et du dogme qui décrit ce système à partir de modèles antiques, afin de se mettre en posture de créer de nouveaux modes d'organisation démocratiques répondant aux périls des pathologies démocratiques.

© Jérôme Capirossi - www.capirossij.org



GÉNÉRATION MACRON

Ils seront nombreux de cette génération, à raser les murs, à se couvrir d'un côté comme pour coller à leur ombre. Non qu'ils aient quelque chose à craindre; mais de ce côté, celui du mur, c'est celui de leur mauvais œil. Cet œil désormais mutilé.

Ils seront nombreux de cette génération à ne jamais serrer la main qu'on leur tend, à y répondre d'un signe de tête ou d'une gauche incertaine. Non par manque de courtoisie mais parce que leur droite est faite de plastique articulé. Cette main désormais amputée. Ils seront nombreux de cette génération à ne plus jamais courir, à descendre les escaliers de travers, à les grimper avec peine. Non qu'ils soient nés torves ou trop vite devenus vieux mais parce que jamais leur jambe ne s'est remise. Cette jambe désormais estropiée. Ils seront nombreux de cette génération après six, neuf mois, un an à vaciller de vertige quand ils ressortiront. Non qu'ils aient oublié ce qu'être libre veut dire; mais pendant tout ce temps leur propre vie n'a pas eu son mot à dire. Ce temps désormais envolé.

Ils seront nombreux de cette génération, à regarder encore et encore la bande; jusqu'à n'en plus pouvoir, jusqu'à se jurer de ne plus jamais la revoir.

A se la repasser cent fois de nouveau, juste pour écouter, juste pour guetter le bruit que fait le ciel quand il bascule. Ils seront nombreux à maudire cinq ou dix ans l'état, avant que celui-ci ne reconnaissse qu'il y avait bien eu un tir à cette heure, à cet endroit, ce jour-là.

Ils seront nombreux de cette génération, à éviter les regards qu'on leur lance, les questions qu'on leur pose, les regrets qu'on leur adresse.

Ils seront nombreux à ne plus rien vouloir; sinon se taire, sinon oublier cette violence dont leurs corps témoignent; et pourtant se faire un devoir, encore une fois, d'expliquer...

L'urgence sociale ignorée; la justice fiscale reniée; la pauvreté humiliée; le désespoir insulté; la vieillesse dépouillée; le service public sinistré; la technocratie imposée; la santé naufragée; l'agriculture suicidée; l'éologie falsifiée; le climat bouleversé, l'éducation paupérisée; la famille dénaturée; le sociétal dogmatisé; la communauté morcelée; la citoyenneté bradée; l'opinion confisquée; l'information rhabillée; les médias colonisés; l'arbitraire justifié; la répression banalisée; la force publique dévoyée; les lois détournées; les juridictions bafouées; Marianne défigurée.

La rue à traverser, tant de morts additionnés.

Et pour constat de cette violence, la République, cette France qui leur est tienne, blessée et meurtrie tout autant qu'ils le sont eux-mêmes.

Ils seront nombreux, génération Macron, à se relever armés; armés d'une nouvelle certitude : résister est la dernière des libertés. Cette résistance devenue nécessité.

Ugo Pao. GJ Samedi 26 Janvier

LES HAIKUS DU COQUARD

Didier Coquard GJ

Clics pour têtes à claques
Et les flics têtes de turcs
Je n'irai jamais à Rome
Ma chemise est fripée
Mon gilet est repassé

Cause perdue d'avance
Cause toujours mérinos
Oui mais
allons cueillir
joyeusement ses effets

Vieux gamin
baroque et fatigué
Sans enfant mais bon chrétien
Cherche progéniture spirituelle
Bien montée pour rester debout



GRAPHIES: LE FEU SACRÉ BY DJITAL HUMAIN - Suivre sur fb: Djital Humain

KOMPOSIT

Prochain Numéro

L'ART DE LA GUERRE

PARTICIPEZ

à KOMPOSIT

Envoyez vos travaux

DIFFUSEZ LE JOURNAL

komposit@protonmail.com

COMBIEN ÇA COÛTE?

Combien ça coûte?

1 km d'autoroute

Un grand stade à footballeur

Combien ça coûte ?

Combien ça coûte une famille

Pour qu'elle vive une année

En mangeant des lentilles

Et en payant son loyer ?

Oui dites moi combien ça coûte

Un char Leclerc, un exocet

Un cocktail ministériel

Les grands travaux présidentiels

Combien ça coûte le prestige?

Combien ça coûte l'indifférence

Combien ça pèse la détresse

Dans notre beau pays de France.

Alain Leprest - Envoyé par Christine D. GJ

ON NE LÂCHE RIEN!

Tous les samedis et autres jours

Rassemblements et Actions à Bellecour et autres lieux dans Lyon